



**REPUBLIQUE DU BENIN**

**MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE  
SCIENTIFIQUE (MESRS)**

\*\*\*\*\*

**UNIVERSITE D'ABOMEY-CALAVI (UAC)**

\*\*\*\*\*

**FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION (FASEG)**

\*\*\*\*\*

**MEMOIRE DE LICENCE PROFESSIONNELLE**

**OPTION : ECONOMIE**

**FILIERE : ECONOMIE APPLIQUEE**

**THEME**

**LE COMMERCE EXTERIEUR ET LA CROISSANCE  
ECONOMIQUE AU BENIN**

**Réalisé et présenté par :**

**Mireille Mahugbé BOTON**

**&**

**Auguste Laurent AHOANSOU**

**Sous la Direction de :**

**Maitre de stage :**

Mr. Roméo ADJOVI,  
Chef du Service des  
Echanges Extérieurs/  
DSEE/INSAE

**Directeur de mémoire :**

Dr Honorat SATOGUINA, Maître  
Assistant du CAMES,  
Enseignant à la FASEG

**Année Académique : 2015-2016**

**AVERTISSEMENT**

**LA FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES  
ET DE GESTIONS DE L'UNIVERSITE  
D'ABOMEY-CALAVI N'ENTEND DONNER  
AUCUNE APPROBATION, NI IMPROBATION  
AUX OPINIONS EMISES DANS CE MEMOIRE.  
CES OPINIONS DOIVENT ETRE CONSIDEREES  
COMME PROPRES A LEURS AUTEURS.**

# DEDICACE

Je dédie ce mémoire :

- A mon très cher et aimable papa Richard ATEKPAMI;
- A ma précieuse et adorable mère Claire HOUNKPATIN ;
- A ma très chère et aimable maman Victorine AGOSSADOU.

**Mireille Mahugbé BOTON**

Je dédie ce mémoire :

- A ma précieuse et adorable mère Mesmine Charlotte YEKPE ;
- A ma bien heureuse Angèle GODONOU et ses bénis enfants ;
- A mon amour Estelle DOMINGO.

**Auguste Laurent AHOUANSOU**

## REMERCIEMENT

Ce travail se doit d'être l'expression de nos sincères sentiments de profondes gratitude à toutes les personnes qui, de diverses manières ont contribué à sa réalisation. Ainsi nous adressons nos remerciements :

-au professeur Honorat SATOGUINA qui, malgré son agenda très chargé, a accepté de nous suivre dans la réalisation du présent document ;

-au docteur Théophile WOTO, vice-doyen de la FASEG pour ses efforts à mettre les enseignants de qualité à notre disposition ;

- à monsieur Alfred Marius DEGBOHIN pour nous avoir assisté à la rédaction de ce document ;

-à tous les enseignants de la FASEG, pour avoir contribué dignement et avec efficacité à notre formation ;

-à monsieur Abraham BIAOU, DSEE pour nous avoir donné l'occasion d'effectuer notre stage au sein de l'Institut National des Statistiques et Analyses Economiques ;

-à monsieur Alexandre BIAOU, qui a accepté de nous recevoir dans sa direction pour effectuer notre stage ;

-à monsieur Roméo AJOVI notre maître de stage qui a ménagé des efforts pour nous orienter tout au long de notre stage ;

-à monsieur Gillis GOGAN pour tous ses conseils ;

-à très cher et aimable Papa Désiré AGBANDE pour tout amour envers nous ;

-à mon fiancé René Jésuson DEHOU pour son amour et tous ses sacrifices tout au long de la rédaction de notre mémoire ;

-aux très chers frères Blaise BOTON et Pamphile BOTON pour tous leurs efforts ménagé pendant longtemps ;

-à tous nos frères et sœurs en christ pour le soutien et l'amour dont ils ont fait preuve à notre égard ;

## **LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES**

ARTP : Agence de Régulation des Télécommunications et des POSTES

BCEAO : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

BTP : Bâtiments Travaux Publics

CA : Conseil d'Administration

CD : Conseil de Direction

CEDEAO : Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest

CEE : Communauté Economique Européenne

CG : Comité Général

CNUPMA : Conférence des Nations Unies pour les Pays les Moins Avancés

DAF : Direction Administrative et Financière

DCSFR : Direction de la Coordination Statistique, de la Formation et de Recherche

DEPE : Direction des Etudes et Politiques de l'Emplois

DED : Direction des Etudes Démographiques

DG : Direction Générale

DSEE : Direction des Statistiques et Etudes Economiques

DSS : Direction des Statistiques Sociales

DTIP : Direction du Traitement de l'Information et des publications

F CFA : Francs CFA

FASEG : Faculté des Sciences Economiques et de Gestion

ICS : Industrie Chimique Sénégalaise

IDE : Investissements Directs Etrangers

INSAE : Institut National des Statistiques et Analyse Economiques

MAEP : Ministère de l'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche

MDAEP : Ministère de Développement de l'Analyse Economique et de la  
Prospective

OMC : Organisation Mondiale du Commerce

ONU : Organisation des Nations Unies

PAMU : Programme d'Amélioration de la Mobilité Urbaine

PER : Programme Economique Régional

PIB : Produit Intérieur Brut

SAR : Société Africaine de Raffinage

SCA : Stratégie de Croissance Accélérée

SCN : Service des Comptes Nationaux

SEE : Service des Echanges Extérieurs

SSEA : Service des Statistiques et Etudes de l'Agriculture

SSEAT : Service des Statistiques et Etudes des Activités Tertiaires

SSEI : Service des Statistiques et Etudes de l'Industrie

SSS : Société de Sucrierie de Savè

SUCOBE : Sucrierie de Complant du Bénin

TIC : Technologie de l'Information et de la Communication

TOF : Tableau des Opérations Financières

UE : Union Européenne

UEMOA : Union Economique Monétaire Ouest Africaine

## SOMMAIRE

AVERTISSEMENT.....	ii
DEDICACE.....	iii
REMERCIEMENT.....	v
LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES.....	vi
SOMMAIRE.....	viii
LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES.....	ix
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I : Cadre institutionnelle de l'étude.....	3
SECTION 1 : Présentation de l'INSAE et déroulement de stage.....	3
SECTION 2 : Structure organisationnelle de l'INSAE.....	4
CHAPITREII : Cadre théorique et méthodologique de l'effet du commerce sur la croissance.....	10
SECTION 1: Problématique, objectifs et hypothèses de l'étude.....	10
SECTION 2 : Revue de littérature et méthodologie utilisée.....	13
CHAPITRE3 : Effet du commerce extérieur sur la croissance économique.....	21
SECTION1 : Analyse et interprétation des résultats.....	21
SECTION 2:Synthèse, validation et recommandations.....	27
CONCLUSION.....	28
Référencesbibliographiques.....	29
Annexe.....	i
TABLE DES MATIERES.....	ii

## **LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES**

### **TABLEAUX**

Tableau 1: Structure commerciale du Bénin .....**Erreur ! Signet non défini.**

### **GRAPHIQUES**

Graphique1 : Evolution des exportations de la noix de cajou au cours de la période de 2006 à 2013..... 21

Graphique 2 : Evolution des exportations de l’ananas au cours de la période de 2006 à 2015 .....23

Graphique 3 : Dynamique des exportations de sucre de 2006 à 2015..... 24

## INTRODUCTION

Lors de son accession à l'indépendance en 1960, le Bénin espérait réaliser rapidement un développement économique et social qui garantirait le bien-être de ses populations. L'optimisme était d'autant plus grand que le pays avait hérité de la colonisation d'infrastructures et disposait d'assez de cadres comparativement à la plupart des pays de l'Afrique de l'ouest. En tenant compte de ce statut, l'ouverture commerciale fut un déterminant principal du développement économique durable du pays. A cet effet, la plupart des économies, quel que soient leurs structures, leur régime politique, leurs dimensions, participent à l'échange international. D'ailleurs, plusieurs travaux témoignent du rôle moteur des exportations dans la croissance aussi bien des économies nationales prises séparément que de l'économie mondiale. Ainsi, chaque pays a donc tendance, premièrement, à se spécialiser dans les biens nécessitant des facteurs de production qu'il possède en abondance relativement aux autres pays, deuxièmement, à exporter les biens qui renferment beaucoup de facteurs qu'il possède en abondance, et troisièmement, à importer les biens qui nécessitent beaucoup de facteurs qui lui manquent. En effet le commerce extérieur permet d'exploiter des avantages comparatifs et de développer des secteurs où il y a des économies d'échelle pour acquérir, en contre partie des technologies étrangères plus productives et des biens de consommation meilleur marché. Ainsi l'échange international permet alors à chaque pays d'améliorer le bien-être de sa population, puisque la quantité de biens disponibles sur le territoire national est plus importante qu'elle n'aurait pu l'être pour un même effort productif (mêmes emplois de facteurs) en situation d'autarcie. Ainsi les échanges extérieurs entre nations du monde datent de très longtemps avec un concept qui est passé d'une approche mercantiliste (politique économique qui s'appuyait sur un corps de doctrines préconisant l'intervention de l'État pour développer la richesse nationale, ce développement étant assuré par l'excédent des exportations sur les importations, dans un contexte marqué par l'expansion du commerce international) à une approche de développement socioéconomique.

Leur impact sur le développement économique et social a conduit les nations à s'organiser, d'où l'importance de la mise en place de l'organisation mondiale du commerce (*OMC*) dont le Bénin est membre depuis le 22 /02/1996. Cette organisation vise à aider les pays les moins avancés à mieux s'intégrer dans le système du commerce international. Les relations extérieures du Bénin en matière de commerce sont surtout orientées vers les pays de l'Union Européenne (*UE*) plus particulièrement vers la France qui demeure le premier partenaire du pays avec 88 853,5 millions de FCFA du premier trimestre de l'année 2015

contre 137 603,4millions au quatrième trimestre de 2014, soit une baisse considérable de 54,87% sur la période(INSAE, 2015). De ce fait, quel que soit le niveau de développement du pays, le Bénin est un pays pour lequel le commerce extérieur est un secteur important dans les stratégies de croissance et de réduction de pauvreté de son économie. Le commerce extérieur représentait 2% du *PIB* en moyenne en 2014 et 3% en 2015. Ainsi dans ce contexte, nous nous proposons d'examiner seulement le rôle des échanges internationaux du secteur primaire comme moteur de la croissance économique du Bénin : cas de la noix de cajou, de l'ananas et du sucre brute de canne à sucre. Dans une première partie, nous procéderons à une analyse du commerce extérieur, ensuite à une analyse de la croissance économique, et enfin, nous passerons à une analyse de la contribution du secteur primaire à la croissance économique.

## **CHAPITRE I : Cadre institutionnelle de l'étude**

Le présent chapitre est divisé en deux grandes sections. La première section est consacrée à la présentation du cadre institutionnel tandis que dans la seconde section, il sera question d'exposer le cadre théorique de l'étude à travers notamment la problématique de l'étude, les objectifs, les hypothèses et la revue de littérature.

### **SECTION 1 : Présentation de l'INSAE et déroulement de stage**

Cette section permettra de faire la présentation générale de la structure d'accueil, de sa Direction des Statistiques et Etudes Economiques (DSEE) et d'identifier les forces et faiblesses liées au fonctionnement de son organisation. Les difficultés rencontrées seront aussi ressortir dans cette partie.

#### **Paragraphe 1 : Historique et activités de L'INSAE**

##### **A-Historique**

Créé par l'ordonnance n°73-72 du 16 octobre 1973, puis modifié par le décret n°97-168 du 07 avril 1997, l'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique (INSAE) est un établissement public à caractère scientifique, placé sous la tutelle du Ministère du Développement, de l'Analyse Economique et de la Prospective (MDAEP). Il est doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière et est situé à la haie vive à Cotonou face à la MAEP immeuble situé derrière le ministère des affaires étrangères.

##### **B-Activités**

L'INSAE assure le Secrétariat du Conseil National de la Statistique. Sa tâche essentielle consiste à rassembler, dépouiller, analyser et présenter au Gouvernement dans les délais convenus, des statistiques sûres, scientifiquement élaborées dont notamment les indicateurs et agrégats macro-économiques d'évolution de l'économie ou de toutes autres activités nationales. Il veille aussi à assurer le traitement ou à aider au traitement des informations statistiques et comptables des organismes publics, parapublics et autres qui lui en font la demande.

## **Paragraphe 2 : Déroulement du stage**

### **A- Travaux effectués**

Notre stage a été effectué au cours de la période allant du 20 Mai au 20 Août 2016. Nous avons été envoyés à la Direction des Statistiques et Etudes Economiques (DSEE) de l'INSAE, ceci nous a permis d'acquérir des connaissances pratiques et surtout de rédiger le présent mémoire.

### **B- Difficultés rencontrées**

Au cours de notre stage à l'INSAE, nous avons été confrontés à quelques difficultés. Au nombre de ceux-ci, on peut citer :

- Le problème récurrent de connexion internet dans l'institut ;
- Des difficultés d'accès aux données dues essentiellement aux archives peu fournies et aussi les données ne sont pas disponibles sur de longues périodes.
- La non cohérence des informations du fait de la diversité des données sur les variables d'une source à une autre ;
- L'insuffisance du nombre d'observations ;
- La durée courte de notre stage ne nous a pas permis de toucher du doigt la quasi-totalité des réalités statistiques de cet institut.

## **SECTION 2 : Structure organisationnelle de l'INSAE.**

Cette section nous permettra d'étudier la structure organisationnelle et les ressources.

### **Paragraphe 1 : Organigramme de l'INSAE**

L'INSAE en tant qu'établissement public comporte trois organes de direction : un Conseil d'Administration (CA) ; une Direction Générale et un Comité de Direction.

#### **1-Le Conseil d'Administration**

Le Conseil d'Administration examine les bilans financiers et les comptes de gestion de l'institut et vote son budget, lesquels sont soumis à l'approbation du Conseil des ministres.

#### **2-Le Comité de Direction**

Le Comité de direction est consulté pour les décisions importantes, telles que l'élaboration du budget de l'Institut et sa politique générale. Il est réuni à la diligence du

Directeur Général qui lui soumet un ordre du jour. Il peut également se réunir à la demande de la majorité absolue de ses membres.

### **3-La Direction Générale**

L'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique comporte une Direction Générale qui est composée d'une Direction Administrative et Financière (DAF) et cinq directions techniques. S'agissant des Directions techniques, nous avons:

- La Direction des Statistiques et Etudes Economiques (DSEE) ;
- La Direction des Etudes Démographiques (DED) ;
- La Direction des Statistiques Sociales (DSS) ;
- La Direction du Traitement de l'Information et des Publications (DTIP);
- La Direction de la Coordination Statistique, de la Formation et de la Recherche (DCSFR).

#### **3-1 La Direction des Statistiques et Etudes Economiques (DSEE)**

C'est dans cette direction que nous avons effectué notre stage, elle a pour mission de :

- ✓ collecter les informations pour l'élaboration des statistiques de production des différents secteurs de l'économie ;
- ✓ collecter et traiter les informations pour la connaissance des échanges, leur structure, leur évolution et leur circuit ;
- ✓ élaborer les comptes nationaux;
- ✓ évaluer la situation économique et financière du pays ;
- ✓ simuler les mesures de politiques économiques à travers des modèles macro-économiques.

Elle s'organise en cinq différents services

##### **3.1.1-Le service des Statistiques et Etudes de l'Agriculture (SSEA)**

- ✓ Il a pour rôle :
- ✓ - la conception des notes méthodologiques sur la collecte des données dans le secteur de l'agriculture ;
- ✓ - la collecte et l'analyse des statistiques agricoles ;

- ✓ - la synthèse des données sur l'agriculture dans le sens de l'élaboration des comptes de l'agriculture,
- ✓ - l'appui au département ministériel chargé de l'agriculture dans la conception et la réalisation des enquêtes agricoles et recensements de l'agriculture.

### **3.1.2-Le Service des Statistiques et Etudes de l'Industrie (SSEI)**

- ✓ Il a pour rôle :
- ✓ - la conception et la réalisation des enquêtes de conjoncture au niveau des entreprises industrielles ;
- ✓ - la conception et la réalisation des recensements d'entreprises et des enquêtes de structure sur les activités des entreprises industrielles ;
- ✓ - l'appui méthodologique aux départements ministériels et à toutes autres institutions dans la réalisation des enquêtes spécifiques au niveau des entreprises industrielles ;
- ✓ - l'analyse des données collectées dans le cadre des recensements et enquêtes réalisés au niveau des entreprises industrielles ;
- ✓ - l'élaboration des indicateurs de conjoncture (indice de la production industrielle, indice du chiffre d'affaire, etc....) ;
- ✓ - l'élaboration des comptes intermédiaires des entreprises industrielles ;
- ✓ - la gestion du Répertoire des Entreprises (SATUNE) ;
- ✓ - la publication du cahier des entreprises.

### **3.1.3-Le Service des Statistiques et Etudes des Activités Tertiaires (SSET).**

- ✓ Il a pour rôle :
- ✓ - la conception et la réalisation des enquêtes de conjoncture au niveau des entreprises commerciales et des services ;
- ✓ - la conception et la réalisation des recensements d'entreprises et des enquêtes de structure sur les activités des entreprises commerciales et de services ;
- ✓ - l'appui méthodologique au département ministériel et à toutes autres institutions dans la réalisation des enquêtes spécifiques au niveau des entreprises commerciales et de services ;

- ✓ - le traitement et l'analyse des données collectées dans le cadre des recensements et enquêtes réalisés au niveau des entreprises commerciales et de services ;
- ✓ - l'élaboration des indicateurs de conjoncture (indice du chiffre d'affaire, etc.) des entreprises commerciales et de services ;
- ✓ - l'élaboration des comptes intermédiaires des entreprises commerciales et de services;
- ✓ - l'analyse des données sur les échanges intérieurs et les circuits commerciaux

### **3.1.4-Le Service des Echanges Extérieurs (SEE)**

- ✓ Il a pour rôle :
- ✓ - la collecte, le traitement et l'analyse des données sur les échanges extérieurs ;
- ✓ - l'élaboration des statistiques officielles du commerce extérieur et l'indice du commerce extérieur au rythme trimestriel et annuel.

### **3.1.5-Le Service des Comptes Nationaux (SCN)**

- ✓ Il a pour rôle :
- ✓ - l'élaboration des comptes nationaux et de la mise à jour de la méthodologie d'élaboration ;
- ✓ - l'évaluation de la situation financière des entreprises du pays ;
- ✓ - l'élaboration du tableau des opérations financières (TOF) ;
- ✓ - l'élaboration des modèles applicables à l'économie nationale

## **3-2 La Direction des Etudes Démographiques (DED)**

La DED est chargée de :

- ✓ collecter et analyser les informations pour la connaissance de l'état de la population ;
- ✓ analyser la structure et le mouvement de la population ;
- ✓ décrire les ressources humaines ;
- ✓ constituer et mettre à jour une base de données géographiques et de sondage permettant la réalisation d'enquêtes auprès des ménages ;
- ✓ concevoir des méthodologies de sondage et les mettre en application.

### **3-3 La Direction des Statistiques Sociales (DSS)**

La DSS est chargée de :

- ✓ suivre l'évolution de la situation sociale ;
- ✓ mesurer l'impact des politiques économiques sur l'emploi ;
- ✓ étudier les conditions de vie des ménages ;
- ✓ coordonner la collecte des informations statistiques liées à la dimension sociale du développement, au développement humain, au développement du genre et à la lutte contre la pauvreté ;
- ✓ fournir à la Direction des Etudes et Politiques de l'Emploi et toutes autres structures dans le besoin les informations statistiques sur l'emploi.

### **3-4 La Direction du Traitement de l'Information et des Publications (DTIP)**

La DTIP est chargée de :

- ✓ définir et coordonner l'activité informatique de l'INSAE ;
- ✓ orienter et informer les usagers pour leurs différents besoins en statistiques ;
- ✓ mettre en forme les différents documents produits par l'INSAE ;
- ✓ classer automatiquement toutes les publications à travers une bibliothèque.

A ce titre elle assure :

- le bon fonctionnement du parc informatique de l'INSAE ;
- le traitement des opérations réalisées à l'INSAE ;
- le traitement des données provenant de l'extérieur.

### **3-5 La Direction de la Coordination Statistique, de la Formation et de la Recherche (DCSFR)**

La DCSFR est chargée de :

- ✓ assurer la formation des Agents Techniques de la Statistique (ou cadres moyens de la statistique) ;
- ✓ organiser et superviser le perfectionnement et le recyclage des cadres statisticiens ;

- ✓ collaborer à la conception et à l'exécution des travaux des Directions Techniques entrant dans le programme de recherche ;
- ✓ assurer le secrétariat du Conseil National de la Statistique et veiller à la prise en compte des objectifs de recherche de son programme statistique ;
- ✓ entreprendre les études et analyses tant au plan statistique qu'au plan socio-économique ;
- ✓ faire de la recherche méthodologique ou opérationnelle pour l'approfondissement de la science statistique ;
- ✓ organiser les concours d'entrée dans les écoles de statistique et de démographie en liaison avec les services compétents du ministère chargé de la Fonction Publique et des ministères chargés des trois ordres d'enseignement ;
- ✓ maintenir les liaisons de l'INSAE avec d'autres centres de recherche.

De façon schématisée, l'organigramme de l'INSAE est présenté en annexe.

## **Paragraphe 2 : Rôle du service des échanges extérieurs**

Le service des échanges extérieurs de l'INSAE veille sur l'évolution des ressources financières émanant des activités liées à l'exportation des produits en particulier la noix de cajou, l'ananas et le sucre brut de canne à sucre. L'exportation de ces produits apporte énormément de ressource à l'économie béninoise. C'est ce qui témoigne les données recueillies sur la noix de cajou, l'ananas et le sucre brut de canne à sucre sur la période 2006 à 2015.

## **CHAPITRE II : Cadre théorique et méthodologique de l'effet du commerce sur la croissance**

Ce chapitre est consacré à la problématique, objectifs et hypothèses (section1) et ensuite à la revue de littérature et méthodologie de recherche (section2).

### **SECTION 1: Problématique, objectifs et hypothèses de l'étude**

Cette section de notre étude est subdivisée en deux paragraphes. Le premier est consacré à la problématique et l'intérêt de l'étude. Quant au second paragraphe ; il énonce les objectifs et hypothèses portant sur notre étude.

#### **Paragraphe 1 : Problématique et intérêt de l'étude**

##### **I- Problématique de l'étude**

Dans la littérature économique, l'un des thèmes les plus largement discutés est celui relatif aux déterminants de la croissance économique. Sur le plan théorique, les modèles orthodoxes (modèles néoclassiques, modèles de croissance endogène) mettent en exergue la disponibilité et la qualité des facteurs de production comme étant les variables explicatives du différentiel de croissance entre nations. Cependant, pour les théories postkeynésiennes de la croissance économique, l'accumulation de capacités de production en termes de capital et de travail est influencée par la demande de sorte que l'output potentiel est, dans une certaine mesure, déterminé par la demande (Setterfield, 2003). Dans cette tradition de la croissance tirée par la demande, plusieurs auteurs mettent en avant la demande étrangère comme facteur déterminant de la croissance économique. La théorie de la croissance économique contrainte par la balance des paiements procède de cette logique. En effet, selon Thirlwall (1979), comme le taux de change réel est constant ou varie peu à long terme et que l'équilibre extérieur doit être réalisé à long terme, il y a un lien étroit entre le taux de croissance de l'output et le rapport entre le taux de croissance des exportations et l'élasticité-revenu de la demande nationale d'importation. Ce résultat est connu sous le nom de loi de Thirlwall. Dans les faits, le succès relatif de la stratégie de développement axée sur la promotion des exportations de certains pays de l'Asie (Hong-Kong, Corée du Sud, Singapour et Taiwan) a remis au goût du jour le rôle important de la demande globale pour la croissance économique à long terme. En effet, le recul des stratégies de développement autocentré et de substitution aux importations, d'une part, et le succès des pays ayant fondé leur stratégie sur les exportations, d'autre part, ont conduit de nombreux économistes à s'intéresser au rôle de la demande extérieure dans le processus de développement économique (Bleker, 2009). Au

cours des deux dernières décennies, la problématique de croissance économique est revenue au premier plan dans l'agenda des décideurs des pays en développement après des années d'ajustement macroéconomique. Pour les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la période post-ajustement se caractérisait par la persistance d'une situation économique morose, liée notamment à une décélération de la croissance, à une évolution démographique rapide, à une faiblesse des investissements, à une spécialisation assise sur des produits primaires dont les cours mondiaux demeuraient instables (Cf. le Programme Economique Régional de l'UEMOA). C'est pour relever le défi lié à la pauvreté grandissante que des politiques de réduction de la pauvreté ont été adoptées dans la plupart de ces pays à partir des années 2000 (Bénin, Burkina Faso, Mali, Niger, Sénégal). Au niveau régional, le Programme Economique Régional (PER) a été adopté en 2004 et mis en œuvre à partir de 2006. Dans le cadre de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), une Stratégie Régionale de Réduction de la Pauvreté en Afrique de l'Ouest a été adoptée en 2006. Toutes ces politiques ont pour objectif commun d'accélérer la croissance en vue de réduire la pauvreté. Cependant, après une décennie de mise en œuvre de ces politiques, force est de constater que la situation n'est guère reluisante. En particulier, le taux de croissance annuel moyen de la Zone n'a jamais atteint 5% sur la décennie 2001-2010. Selon les statistiques de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), le taux de croissance annuel moyen de l'Union a été de 2,8% environ. Cette faiblesse de la croissance est observée dans tous les pays de l'Union. Néanmoins, le secteur des exportations du Bénin comprend les produits primaires ainsi que la réexportation des produits importés (le riz, le blé et les véhicules d'occasion entre autres). Les exportations ont connu une évolution erratique entre 1990 et 1993. Mais, à partir de 1994, les exportations ont crû de 7,06 % en moyenne annuelle jusqu'en 1999 (CNUPMA, 2001). Cette évolution progressive des exportations n'a pas infléchi la tendance déficitaire de la balance commerciale au cours de la décennie 90. En raison de la situation de monoculture d'exportation, les termes de l'échange ont été favorables au Bénin jusqu'en 1997 à cause de la bonne tenue des cours du coton sur le marché mondial. Mais, le fléchissement des cours de ce produit en 1998 et en 1999 a fait baisser la valeur des exportations et mis la filière coton en difficulté. Le commerce extérieur du Bénin porte sur 99 produits et couvre environ 10 pays partenaires. Parmi les produits d'exportation du pays, les plus importants sont le coton, les fruits comestibles, les combustibles minéraux, les graines et les oléagineux. En ce qui concerne les grandes destinations des exportations béninoises, on compte le Nigéria, les îles, turques, caïque, l'Asie, Thaïlande et Atakora. Viennent ensuite l'Union Européenne et l'Inde. Le Bénin

commerce beaucoup plus avec les pays de l'UEMOA : les exportations vers l'UEMOA se portent mieux, avec 55,8% des exportations béninoise destinées aux Clients Africains. Il est attendu que la tendance s'inverse avec la mise en application du Tarif Extérieur Commun. Il ressort de tout ce qui précède, la question de recherche fondamentale : Quel est l'effet du commerce extérieur sur la croissance économique du Bénin. Pour répondre à cette interrogation, deux questions spécifiques sont dégagées :

- Quelles sont les volumes des exportations au Bénin ?
- Quelles sont les volumes des importations et les pays de provenance de ces importations ?

Pour mieux répondre à ces interrogations, les objectifs et hypothèses de recherche sont formulées après la présentation de l'intérêt de l'étude.

## **II-Intérêt de l'étude**

Le but de notre étude est de proposer aux dirigeants du Bénin, de booster la croissance économique à travers la production massive de noix de cajou, d'ananas et du sucre brute de canne à sucre afin de les exporter. Ceci pour conduire l'économie béninoise vers une meilleure performance. La présente étude servira de boussole à l'amélioration du taux de croissance au Bénin. Notre étude répond à un intérêt théorique et pratique.

Du point de vue théorique, elle permet de proposer un modèle pour la mise en place d'un cadre qui permet aux gouvernants du Bénin de se rendre compte de l'importance de devises qu'apportent les dits produits. L'intérêt de l'étude permet aussi de mettre les résultats de notre travail à la portée d'autres chercheurs ; de faire évoluer la doctrine et enfin de mettre en jeu le processus de recherche.

En ce qui concerne l'intérêt pratique ; notre travail apporte aux cadres de l'INSAE de faire une meilleure appréciation des outils de pilotage de la performance économique ; il constitue pour ces derniers un guide pratique

L'intérêt que nous attribuons à notre recherche nous permet de nous fixer des objectifs à atteindre

## **Paragraphe 2 : Objectifs et hypothèses de l'étude**

Nous abordons dans ce paragraphe d'un part les objectifs et d'autre part les hypothèses.

### **A- Objectifs**

Nous distinguons premièrement l'objectif général et deuxièmement les objectifs spécifiques.

## **1-Objectif général**

L'objectif général du présent travail est d'évaluer l'effet du commerce extérieur sur la croissance économique au Bénin : cas de la noix de cajou, du sucre brut de canne à sucre, et de l'ananas.

Cet objectif peut être décomposé en des objectifs spécifiques.

## **2-Objectifs spécifiques**

De l'objectif général découlent les objectifs spécifiques.

- Analyser la relation entre la croissance économique et la balance commerciale du Bénin ;
- Evaluer la corrélation entre le taux de croissance de noix de cajou, d'ananas et du sucre brut de canne à sucre et le taux de croissance du PIB.

## **B-Hypothèses**

**Hypothèse1** : La croissance économique du Bénin dépend de sa balance commerciale ;

**Hypothèse2** : Le taux de croissance de l'économie béninoise est d'autant plus élevé que le taux de croissance des exportations de noix de cajou, d'ananas et du sucre brut de canne à sucre est élevé.

Les objectifs étant définis et les hypothèses émises, il nous apparaît nécessaire de présenter la revue de littérature et la démarche méthodologique (section 2)

## **SECTION 2 : Revue de littérature et méthodologie utilisée**

### **PARAGRAPHE 1 : Revue de littérature de l'étude**

Cette partie met en relief la littérature aussi bien théorique qu'empirique sur le commerce extérieur et la croissance économique. Elle permettra de passer en revue les différentes variables qui ont une influence sur le commerce extérieur et la croissance économique.

### **1-Clarification des concepts**

Le commerce extérieur est l'ensemble des échanges de biens et de services avec l'étranger. Encore appelé exportation, il est l'opération par laquelle des biens produits sur le territoire national sont transférés hors de ce territoire. Les exportations sont prises en compte sur la base d'une évaluation FAB (franco à bord) qui majore le prix des produits, des frais de transport et d'assurance, droits, taxes jusqu'à l'embarquement au port du lieu d'expédition et éventuellement les droits de sortie. Les exportations sont un prélèvement de ressources pour

la population intérieure. La croissance économique est à son tour un concept polysémique. On tend souvent à l'opposer au développement. Mais la différence est malaisée à établir. On limite généralement la notion de croissance à des critères uniquement quantitatifs alors que le développement inclurait aussi des phénomènes qualitatifs (éducation, emploi...) : néanmoins, Rostow, dans les étapes de la croissance, ne lie-t-il pas intimement les critères quantitatifs aux critères qualitatifs? Selon Kuznets, « la croissance est essentiellement un phénomène quantitatif. A cet effet, on peut définir la croissance économique d'une nation comme un accroissement durable de la population et du produit par tête ». Perroux affirme, quant à lui, que « la croissance est un phénomène irrégulier qui s'accompagne de changements dans les structures ». Schumpeter met aussi l'accent sur les effets de la croissance lorsqu'il la définit comme « un processus de destruction créatrice qui révolutionne incessamment des éléments vieillissants et en créant continuellement des éléments nouveaux ».

## **2-Fondements théorique de l'étude**

### **2.1- Revue théorique du commerce international**

David Ricardo, au 19<sup>e</sup> siècle, par sa théorie des avantages comparatifs, a démontré que plus un pays était ouvert, plus cela lui permettait de réorienter ses ressources rares vers des secteurs plus efficaces et d'améliorer son bien-être. Les théories qui suivirent sont venues confirmer ces gains, en plus de rajouter ceux liés à la rémunération des facteurs de production. Cependant, même dans les nouvelles théories du commerce international qui prennent en compte les rendements d'échelle et la concurrence imparfaite, les gains restent statiques. C'est dans la théorie de la croissance qu'on peut alors venir chercher les gains dynamiques. Les modèles de croissance néo-classiques, issus du modèle de Solow (1957), assument que le changement technologique est exogène. Dans un tel cadre, les politiques commerciales d'un pays ne peuvent donc pas être considérées comme un élément affectant sa croissance. Depuis le début des années 1990, les nouvelles théories de croissance considèrent le changement technologique comme étant endogène. Il devient alors possible de combiner la nouvelle théorie du commerce internationale et celle de la croissance endogène. Grossman et Helpman (1991) démontrent que le commerce extérieur permet d'augmenter les importations domestiques de biens et services qui incluent des nouvelles technologies. Grâce à l'apprentissage par la pratique et le transfert de technologies, le pays connaît un progrès technologique, sa production devient plus efficace et sa productivité augmente. On s'attend alors que les économies plus ouvertes croissent à un rythme plus rapide que celles plus

protectionnistes. Cependant, les auteurs rajoutent que ces gains dépendent de plusieurs facteurs, dont la situation initiale. Cette dernière détermine la nature de la spécialisation du pays dans le long terme et donc son taux de croissance. L'exportation d'une petite quantité de biens du pays peut conduire son économie à se spécialiser dans un secteur de faible croissance, contribuant plutôt à laisser le pays dans le sous-développement. Dans ce cas, le pays devrait adopter des politiques expansionnistes durant les premières étapes de son développement, pour ensuite opter pour des politiques du commerce extérieur appropriés. Selon l'étude de Levine et Renelt (1992), la relation de causalité entre le commerce extérieur et la croissance se fait à travers l'investissement. Si l'ouverture au commerce international permet l'accès à des biens d'investissement, cela mènera à une croissance de long terme. Un pays libéralisant ses échanges s'attirera des flux d'investissement étranger. Cependant, cela risque d'engendrer une baisse de l'investissement domestique due à une plus forte concurrence internationale et l'effet net reste alors ambigu. Grossman et Helpman (1992) avancent également qu'un pays protégeant son économie peut stimuler sa croissance. Cela est possible dans le cas où l'intervention gouvernementale encourage l'investissement domestique selon les avantages comparatifs du pays. Pour Batra (1992) et Leamer (1995), la libéralisation des échanges réduit les tarifs, et par conséquent, diminue le prix relatif des biens domestiques manufacturés. Ces biens deviennent moins attirants que les biens étrangers, et l'économie domestique peut alors subir une perte. D'autres travaux, comme ceux de Grossman et Helpman (1991), Romer(1990) et Rivera-Batiz et Romer (1991), portent leur attention sur les implications à long terme de l'intervention gouvernementale dans le commerce. Ils considèrent l'innovation comme source de croissance et encouragent donc des politiques d'ouverture. Dans leurs modèles, les gains du libre-échange proviennent principalement des effets d'échelle véhiculés à travers la recherche et développement. L'innovation générée contribue à augmenter le stock de connaissance et le transfert de technologie. Les études théoriques n'ayant pas réussi à trancher si l'ouverture commerciale contribue ou non à la croissance économique, les différents travaux empiriques sur le sujet ont, par contre, aboutit à des résultats similaires où l'effet du commerce extérieur est généralement favorable à la croissance.

## **2.2- Revue théorique des déterminants de croissance**

La théorie de la croissance endogène prend quatre directions principales:

La première, à la suite de Paul Romer, affirme que le moteur de la croissance (le facteur résiduel) provient essentiellement de l'accumulation de connaissances; la deuxième direction,

ouverte par Robert Lucas, privilégie l'accumulation du capital humain; la troisième direction, également développé par P. Romer, étudie surtout l'accumulation du capital technologique due à l'innovation et à la recherche-développement; la dernière direction, établie par Robert Barro, prend en compte les dépenses d'infrastructure publique. Cette dernière direction renvoie aux investissements publics, auxquels peuvent s'ajouter les investissements privés. En outre, selon Kuznets les facteurs de production (le travail, le capital), déterminent la croissance de « la manière dont elle se produit effectivement », En effet certains facteurs sont nécessaires à la production et déterminent la croissance potentielle, alors que d'autres facteurs motivent la production et déterminent la croissance réelle. Romer considère que l'accumulation des connaissances est un facteur endogène de croissance. Il reprend en partie la théorie du « Learning by doing » déjà formulée par Arrow en 1962. Romer affirme que c'est en produisant qu'une économie accumule spontanément les expériences et donc les connaissances. Plus la croissance est forte, plus l'accumulation d'expérience et de savoir-faire est forte, ce qui favorise la connaissance. L'accumulation de connaissances a de nombreux effets externes. En produisant, une entreprise accumule des connaissances qui lui permettront d'être plus performante, mais qui serviront aussi aux firmes qui l'entourent, par effet d'imitation ou grâce au «fom-over » d'une main d'œuvre ayant gagné en savoir-faire. Dès le début des années 60, Becker avait énoncé sa théorie du capital humain, qui présentait l'éducation et la formation professionnelle comme des investissements que des individus rationnels cherchaient à optimiser. Dans cette lignée, Lucas considère que le stock de connaissances est un facteur endogène de croissance. La croissance économique dépend en grande partie des efforts en formation individuels et sociaux, qui eux-mêmes dépendent de la capacité d'épargner et donc de renoncer à une consommation en présente pour investir dans l'éducation. Selon ce modèle, la croissance est endogène et cumulative car la capacité en épargne de formation d'une économie dépend en grande partie du niveau de la production et donc de la connaissance économique. L'accumulation du capital humain résulte de stratégies individuelles, mais aussi de la stratégie de la collectivité. Effectivement, l'accumulation du capital humain a des conséquences externes car le niveau d'éducation d'un individu joue non seulement sur sa propre productivité, mais aussi sur celle de ses partenaires. Le rôle de la connaissance dans la croissance économique soutenue est maintenant connu dans la théorie de la croissance endogène. Pour Romer, l'accumulation des connaissances fait l'objet d'une activité spécifique et rémunérée, résultant d'un comportement de maximisation du profit des entreprises en concurrence monopolistique, produisant des biens différenciés imparfaitement substituables. La volonté du Gouvernement de renforcer le stock de capital humain, à travers

notamment le renforcement du système éducatif et l'amélioration de la situation sanitaire s'est traduite par une allocation conséquente de ressources au secteur de l'Éducation et de la Formation et la santé. Pour promouvoir l'éducation qualifiante des jeunes et des adolescents et orienter la formation professionnelle vers le marché du travail et de l'emploi, les stratégies sont articulées autour de la révision en profondeur de l'offre de formation formelle et non formelle (alphabétisation, éducation communautaire de base, etc.). D'après la troisième voie d'analyse développée par Romer et largement inspirée par les travaux de Schumpeter, c'est l'innovation et la recherche-développement qui constituent le facteur résiduel: plus les efforts en recherche-développement sont importants; plus la croissance est forte, plus les efforts de recherche-développement peuvent être importants. La recherche-développement est une activité spécifique qui produit des biens sans exclusion et qui génère des rentes de monopole. Les biens produits par la recherche-développement ont les caractéristiques des biens collectifs car leur coût est indépendant du nombre d'utilisateurs. La théorie économique suppose que dans de tels cas l'intervention de l'Etat est nécessaire, par exemple en garantissant un système de brevets qui donne à l'invention la caractéristique d'un bien privé. Une croissance économique durable permet à la population active d'être employée à pleine capacité et de manière plus productive. Les changements technologiques augmentent la productivité de la terre, du travail et du capital, tout en réduisant les coûts de production et améliorant la qualité du produit. Dans les économies ouvertes, ceci est seulement nécessaire au développement des exportations. La technologie agricole améliorée a été largement reconnue comme une force primordiale capable d'accroître la productivité agricole et à même d'accélérer la croissance économique rurale. Alors que les agriculteurs connaissent et sont en mesure d'utiliser un grand nombre de techniques traditionnelles, elles n'ont qu'un accès limité à la technologie moderne qui pourrait leur être utile tant sur l'exploitation que pour les activités domestiques. En 1990, Barro démontre que la dépense publique est directement productive et doit donc être considérée comme un des facteurs de la fonction de production. La contribution du secteur public à la croissance comprend les dépenses d'éducation (afin d'accroître le capital humain) et de recherche-développement, mais aussi celles d'infrastructures en matière de transport et de communication. Les théories de la croissance endogène rejoignent ici les théories keynésiennes: l'investissement public est nécessaire à la croissance. D'après Keynes et les keynésiens, l'investissement est une composante de la demande, et c'est surtout par ce biais qu'il est un facteur de croissance. Depuis 1931, Kahn a démontré que l'investissement avait un effet multiplicateur sur la croissance. Tout investissement signifie l'achat de biens d'équipement et donc la production de ces biens. Cette activité supplémentaire permet de

dégager de nouveaux revenus qui vont grossir la demande c'est-à-dire le marché, d'où une nouvelle augmentation de la production. L'investissement, par un effet de demande, a donc un effet multiplicateur. En d'autres termes, plus la propension marginale à consommer est élevée, plus cet effet multiplicateur est important. Les libéraux, et plus particulièrement les économistes de l'offre, mettent surtout l'accent sur l'effet d'offre de l'investissement. Reprenant ainsi la loi de Jean Batiste Say, ils pensent que l'offre détermine la demande. La production effective est égale à la production potentielle. Et il suffit donc de disposer de plus de facteurs de production pour produire davantage. Ainsi, l'investissement permet d'augmenter la quantité de capital, de montrer que l'utilisation de ce dernier est source de croissance. L'investissement joue un rôle important dans les fluctuations. C'est ce que montre le principe d'accélération présenté par Albert Aftalion (1874-1956). Les variations de l'investissement ont une amplitude beaucoup plus forte que celle de la production car si la quantité de capital nécessaire est fonction de la production, l'investissement est quant à lui fonction de la variation de la production. Ainsi, une stagnation de la production par rapport à la période précédente peut induire un investissement net nul. Ce sont les grandes variations de l'investissement qui expliquent partiellement l'instabilité de la croissance.

### **3- Revue empirique sur le lien entre commerce et croissance**

Durant les années 70, la plupart des travaux empiriques utilisaient des régressions en coupe transversale sur un ensemble de pays. Les coefficients de corrélation se faisaient soit entre la croissance des exportations et le PIB, soit entre des indices représentant les politiques commerciales et la croissance de long terme. La plupart de ces études ont établi une relation positive entre le commerce extérieur et la croissance. Par la suite, grâce à la fusion entre la théorie de la croissance endogène et la nouvelle théorie du commerce international, les travaux furent concentrés sur les voies d'influence du commerce sur la croissance : la formation de capital fixe, du capital humain et du savoir. Dollar (1992), Barro et Sala-I-Martin (1995), Sachs et Warner (1995), Edwards (1998) et Greenaway et al. (1998), en utilisant des régressions en coupe transversale, ont trouvé que les distorsions dues à l'intervention de l'état au niveau du commerce menaient à de faible taux de croissance. Ben-David (1993) et Sach et Warner (1995) ont par ailleurs démontré que c'est seulement dans les économies ouvertes qu'on pouvait observer une convergence inconditionnelle. Sach et Warner (1995) ont trouvé que les pays avec des politiques commerciales crurent à un rythme de 4,5% par année dans les années 1970 et 1980 et qu'en revanche, les pays relativement fermés avaient un taux de croissance de seulement 0,7%. Frankel et Romer (1999) utilisent

une méthode à variables instrumentales incluant des caractéristiques géographiques, et confirment que le commerce international a un impact important et significatif sur la croissance. Toutefois, ce ne sont pas toutes les mesures d'ouverture qui furent significatives, malgré le fait qu'elles furent pour la plupart de signe positif. L'article de Rodriguez et Rodrik (2000) est venu critiquer et remettre en question les résultats de quatre études importants. Les auteurs ont établi que la corrélation positive entre le commerce et la croissance trouvée dans les travaux de Dollar (1992), Ben-David (1993), Sachs et Warner (1995) et Edward (1998) n'était pas robuste. Leurs méthodologies furent remises en question, car les indicateurs de mesure de l'ouverture commerciale pouvaient être lourdement critiqués et qu'il manquait des variables de contrôle importantes pouvant avoir un effet déterminant sur la croissance. Dans le cadre de notre étude, nous essayons de démontrer un impact positif du commerce extérieur sur la croissance. Ils se heurtent à plusieurs limites économétriques, dont la pertinence du choix de l'indicateur du commerce. À la prochaine section, nous élaborerons sur la spécification du modèle utilisé dans la présente étude.

## **Paragraphe 2: Méthodologie de l'étude**

Pour confirmer ou infirmer nos hypothèses émises, il sera décrit l'approche méthodologique de collecte et analyse des données. Ainsi, la méthodologie est une démarche (ensemble de méthodes) qui permet d'atteindre un résultat escompté. Elle a pour but de mettre sur pieds une recherche de qualité.

En effet, il existe deux approches en ce qui concerne la méthodologie qui sont l'approche qualitative et l'approche quantitative. Les principaux modes de collecte des données primaires en matière de recherche qualitative sont l'entretien et l'observation. Les modes de collecte des données par l'approche quantitative sont le questionnaire et la recherche documentaire. Dans le cadre de notre recherche nous avons opté pour l'approche mixte (qualitative et quantitative).

### **A-Technique de collecte des données**

Pour atteindre les objectifs de notre étude, les démarches qui nous paraissent les plus adéquats pour traiter notre thème nous conduisent vers une combinaison de choix méthodologique : la recherche documentaire et les entretiens.

Dans le cadre de notre recherche nous avons consacré plusieurs jours à la visite des services de l'INSAE (service des échanges extérieurs) pour l'appropriation des documents pouvant nous permettre à réussir notre recherche.

### **1-La recherche documentaire**

Il s'agit de la recherche des documents en vue de leur judicieuse exploitation. En effet, nos recherches ont pris en compte aussi bien les documents contenant des informations sur la noix de cajou, l'ananas et le sucre brut de canne à sucre. En outre, nous avons utilisé des anciens mémoires, autres documents académiques ayant un rapport avec le thème retenu. Notre recherche documentaire s'est faite par :

- Un volet consultation des données recueillies à l'INSAE sur noix de cajou, ananas et sucre brut de canne à sucre.
- L'utilisation des anciens mémoires ayant un rapport avec notre thème
- Un volet recherche sur internet.

### **2-Entretiens**

Les entretiens avec le personnel de l'INSAE en l'occurrence celui de service des échanges extérieurs nous ont permis d'approfondir nos connaissances par rapport aux données documentaires recueillies et de mieux orienter notre recherche. A cet effet, nous avons articulé nos entretiens autour des différents problèmes liés à l'exportation des noix de cajou, d'ananas et de la canne à sucre. Il ressort que notre recherche permettra à coût sûr de trouver une solution pour encourager les exportations des dits produits.

### **B-Technique d'analyse des données**

Les données recueillies ont fait l'objet de regroupement en vue de leur exploitation. Ensuite ses données ont été introduites dans le fichier Excel afin d'être traitées. Ce fichier Excel nous a permis de faire les statistiques descriptives à travers les tableaux et graphiques.

### CHAPITRE3 : Effet du commerce extérieur sur la croissance économique

Ce chapitre traite d'abord de la présentation et de l'analyse des résultats et validation des hypothèses (section 1), en suite une proposition pour la mise en place du système sera proposée (section2).

#### SECTION1 : Analyse et interprétation des résultats

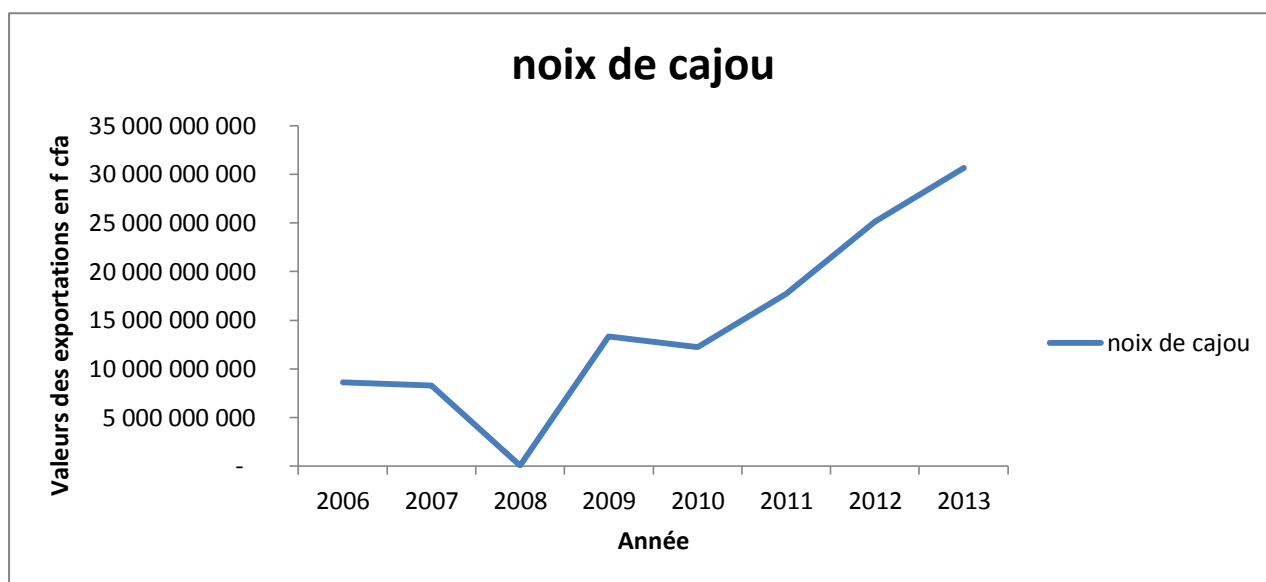
Cette section aborde la présentation de l'évolution des produits exportés.

##### Paragraphe 1 : La présentation de l'évolution des produits exportés

Pour bien mener notre étude, nous avons réalisé une enquête sur la base de données des différents produits parmi lesquels trois ont été choisis comme : la noix de cajou, l'ananas et le sucre brut de canne à sucre. Pour réussir notre analyse, nous avons pris une décennie pour la période d'étude (2006-2015). Le graphique présente l'évolution en valeur de noix de cajou au Bénin

**Graphique1** : Evolution des exportations de la noix de cajou au cours de la période de 2006 à 2013.

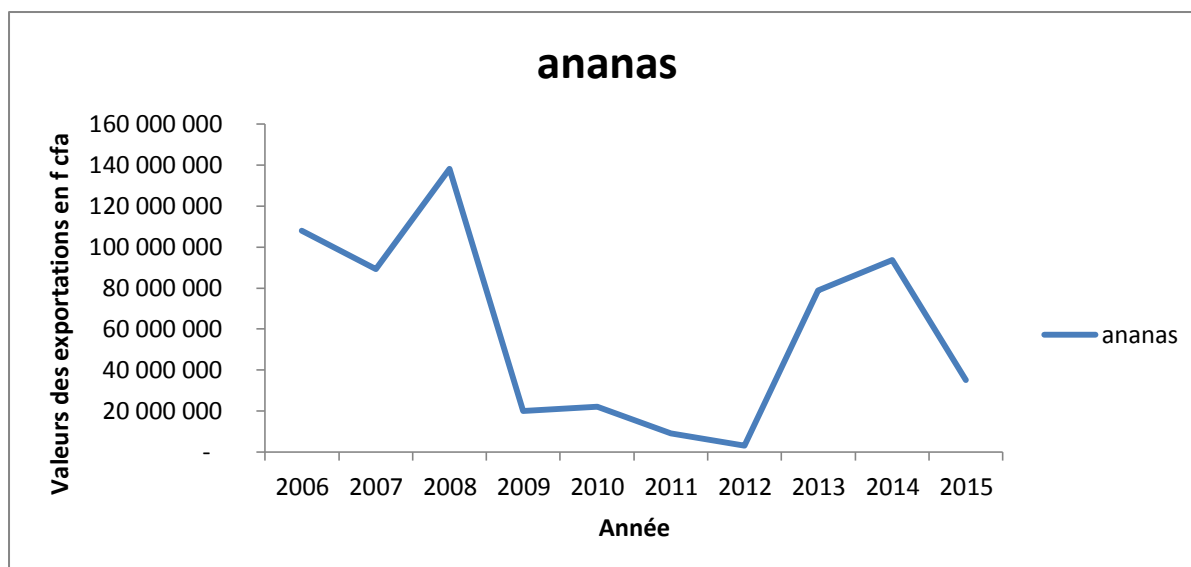
.



Source : Données de l'INSAE, 2016

L'analyse des exportations a été faite en considérant la noix de cajou sans distinction entre la présence ou non de la coque. Ainsi, le graphique nous informe sur la période d'étude

que le Bénin a exporté pour environ 116 063 096 836 FCFA de noix de cajou. Alors, en 2006 le Bénin exportait pour 8 601 956 196 FCFA de noix de cajou, les exportations ont connu une légère diminution jusqu'à (8 283 960 955 FCFA) en 2007 puis chuter à 90 604 979 FCFA en 2008 soit une diminution de 7,80%. Fort heureusement, au cours de l'année(2009) qui a suivi, les exportations ont connu des hausses jusqu'à atteindre 13 359 156 916 FCFA soit 11,51%. En 2010, on note une légère diminution de 0,50% des exportations à une valeur 12 266 224 477 FCFA. Par la suite, les exportations ont subi une importante croissance de 2011 à 2013 passant de 12 266 224 477 FCFA en 2010 à 30 653 827 430 FCFA en 2013 avec un taux de noix de cajou exporté évalué à 26,41%. Les raisons possibles qui justifient ces fluctuations sont l'organisation de la filière, les feux de végétation et l'harmattan. Ces deux dernières raisons ont une incidence négative sur la production donc par ricochet sur les exportations. De toute évidence, les exportations de noix de cajou du Bénin ont presque quadruplé de 2006(8 601 956 196 FCFA) à 2013 (30 653 827 430 FCFA) soit 19% d'augmentation environ. Notons au passage que depuis 1999, il existe une réglementation visant à établir des standards commerciaux et de qualité des amandes, aux pays membre de la CEE (Communauté Economique Européenne) et de l'ONU (Organisation des Nations Unies). Ceci atteste de la bonne qualité des noix de cajou du Bénin et de la mobilisation des producteurs autour de cette culture qui se révèle comme un nouveau et meilleur créneau pour la diversification des revenus et la réduction de la pauvreté. Le Bénin a desservi les marchés européen, africain, asiatique, australien et américain. Cependant il faut noter que la culture de la noix de cajou s'est fortement développée entre 2010 et 2015, faisant du Bénin le cinquième producteur mondial, avec entre 120 000 et 180 000 tonnes de noix par an. La noix de cajou est aujourd'hui le deuxième produit agricole exporté après le coton, soit 7 % du PIB. Les recettes générées sur la période par les exportations de noix de cajou s'élèvent à près de 116 063 096 836 FCFA. Le graphique 2 montre l'évolution des exportations en valeur de l'anas. Une partie de la production d'anas est exportée sous forme de fruit frais ou sec. La figure ci-dessous montre l'évolution des exportations effectuées par le Bénin sur la période de 2006 à 2015.

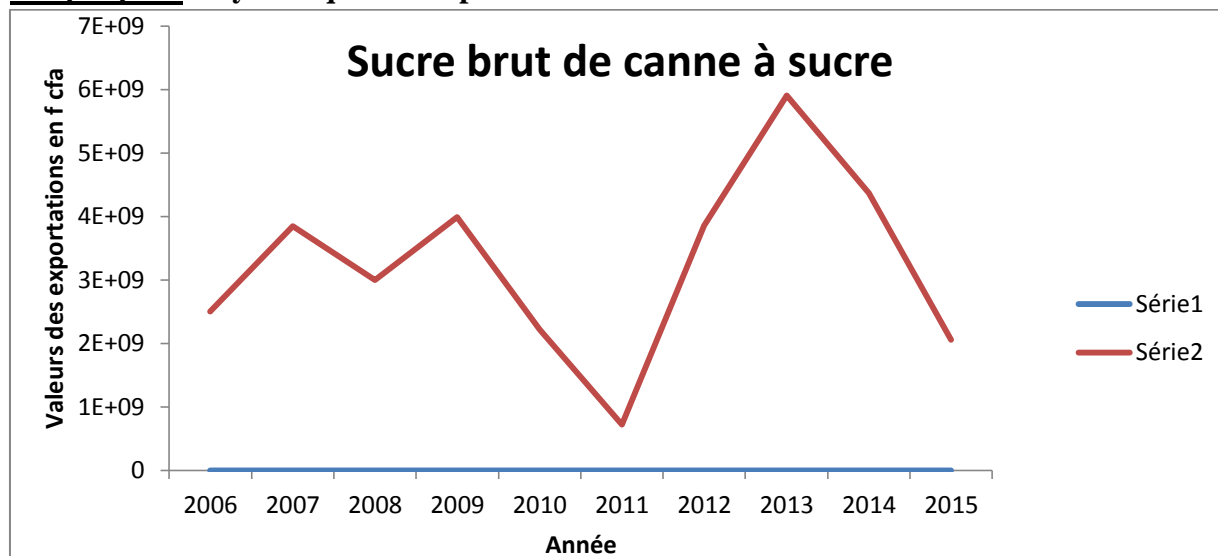
**Graphique 2 : Evolution des exportations de l'ananas au cours de la période de 2006 à 2015.**

**Source : Données de l'INSAE, 2016**

Le présent graphique2 nous montre qu'au Bénin, les exportations d'ananas frais ou séchés ont connu une diminution de 2006 (107 974 940 FCFA) à 2007 (89 314 930 FCFA) soit un taux de baisse de 14,96% en 2007. En 2008 une hausse de 23,13% a été enregistrée avec les frais d'exportation de 138 133 227 FCFA. De 2008 à 2012, les exportations ont connu une diminution brutale et progressive pour atteindre la valeur 3 061 363 FCFA. Mais, force est de constater que les exportations de l'ananas ont connu une augmentation allant jusqu'à 78 732 484 FCFA en 2013 soit un taux de 13,18% puis à une valeur d'exportation de 93 624 317 FCFA en 2014 soit un taux de 15,68%. La chute du graphe au cours de l'année qui a suivi 2014, montre que les exportations d'ananas ont diminué pour atteindre 35 031 400 de Francs CFA soit un taux de 5,86%. Il s'ensuit donc de notre période d'étude (de 2006 à 2015), le Bénin a exporté au total 597 024 755 FCFA d'ananas vers divers pays du monde notamment les pays d'Europe, d'Afrique et d'Asie. Cette faible proportion d'ananas exporté pourrait se justifier par le fait que les prix à l'exportation sont restés inférieurs sur toute la période sauf en 2008 aux prix à la consommation sur le marché local. Les exportations d'ananas vers les marchés européens sont prépondérantes. En effet, plus de 8,4% des exportations ont été orientées vers l'Europe notamment la France avec plus de 4,6% des exportations. La France est donc le principal marché de consommation des ananas exportés par le Bénin. Les exportations effectuées par le Bénin lui ont rapporté plus de 597 024 755 FCFA sur la période de 2006 à 2015 dont le Bénin a ambition de transformer 50% de

l'ananas à l'horizon 2015. Le graphique 3 retrace la dynamique d'évolution des exportations de sucre au Bénin.

**Graphique 3 : Dynamique des exportations de sucre de 2006 à 2015.**



**Source : Données de l'INSAE, 2016**

Le graphique3 ci-dessus illustre la dynamique des exportations de sucre au Bénin sur la période de 2006 à 2015. Les prix d'exportation de saccharose ont connu une augmentation progressive jusqu'à la valeur 3 850 000 000 FCFA de 2006 à 2007. Par contre, cette valeur a connu de chute en 2008 pour devenir 3 000 000 000 FCFA. Les prix d'exportation remontent encore en 2009 pour atteindre une valeur de 3 993 000 000 FCFA. On note une chute brusque et important des prix d'exportation en 2010 (22 075 000 FCFA) jusqu'en 2011 (719 025 250 FCFA). Ce n'est qu'à partir de 2012 (3 858 995 000 FCFA) qu'un réel bon a été enregistré dans les exportations du saccharose. Une nette croissance a été notée dans les exportations jusqu'en 2013 (5 911 745 198 FCFA) soit un taux de 18,19% avant qu'une diminution progressive ne s'observe à partir de 2014 (4 370 000 000 Francs CFA) avec un taux de 13,45% faisant passée les exportations à 2 062 000 000 FCFA de sucre en 2015 avec un taux de 6,34%. Ceci résulte de la reprise de l'ex SSS par la SUCOBE et du fait que : «Ce sucre qui remplit les normes de traçabilité exigées pour tous les produits destinés au marché européen, bénéficie, explique-t-on, d'un prix plancher garanti supérieur au prix du marché». Depuis 2006 à 2015, le Bénin a exporté environ 32 485 515 448 FCFA de saccharose hors de ses frontières. Cependant, la grande majorité du sucre produite au Bénin, surtout le sucre brut de canne à sucre sans aromatisant ni colorant est exportée vers les pays de l'Europe. Le Nigéria est le principal pays africain importateur du saccharose en provenance du Bénin. Les

exportations des deux produits dérivés de la canne à sucre n'ont été effectives qu'à partir de 2013 à la reprise de l'ex SSS par la SUCOBE. Les exportations du sucre ont généré de 2006 à 2015 près de 32 485 515 448 FCFA.

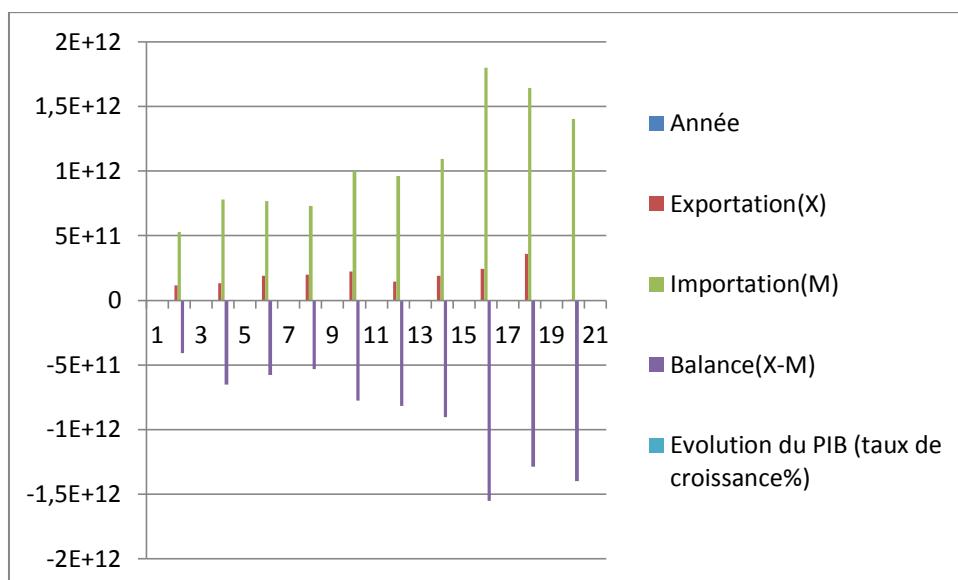
### **Paragraphe2 : Balance commerciale et croissance du PIB**

Ce paragraphe permet d'analyser la structure commerciale du Bénin en comparaison avec la croissance du PIB. Le tableau 1 ci-dessous présente la structure commerciale du Bénin.

**Tableau 1: Structure commerciale du Bénin**

Année	Exportation(X) F CFA	Importation(M) F CFA	Balance(X-M) F CFA	Evolution du PIB (taux de croissance%)
2006	1,16706E+11	5,26948E+11	-4,1024E+11	3,8
2007	1,30844E+11	7,81792E+11	-6,50948E+11	4,6
2008	1,88197E+11	7,67122E+11	-5,78925E+11	5
2009	1,99231E+11	7,31436E+11	-5,32205E+11	2,5
2010	2,24301E+11	9,9922E+11	-7,74919E+11	2,6
2011	1,4498E+11	9,63904E+11	-8,18924E+11	3,5
2012	1,89282E+11	1,09205E+12	-9,02768E+11	5,4
2013	2,44786E+11	1,79862E+12	-1,55383E+12	5,6
2014	3,57208E+11	1,64389E+12	-1,28668E+12	6,5
2015	1 129 979 664	1 401 485 751 295	-1,40036E+12	5,2

Source : Données de l'INSAE, 2016



En 2012, le produit intérieur brut (PIB) du Bénin a connu une croissance établie à 5,4% selon les statistiques officielles rendues publique par le Ministère de l’Economie et des Fiances en mars 2013. Ce niveau record de croissance fait suite à une décennie au cours de laquelle la croissance économique a oscillé autour de 4%. La période a été marquée par deux récessions profondes avec des taux de croissance très bas de 2,5% en 2009 et 2,6% en 2010. En raison des réformes entamées par le Bénin, notamment au Port Autonome de Cotonou, cette tendance à l’amélioration des performances économiques s’est maintenue en 2013 avec un taux de croissance de 5,6%(MEF, 2013) L’enjeu majeur de la gouvernance économique du Bénin est de parvenir à une croissance suffisante afin d’engendrer une réduction significative de la pauvreté. Cela se réalise, entre autres, à travers une agriculture plus diversifiée en développant plusieurs filières structurées et en intégrant les transformations agro-industrielles selon l’approche de chaînes de valeurs ajoutées.

La relance de la croissance économique notée en 2012 s’est traduite au premier semestre de l’année 2013 par un regain d’activités économiques constaté à travers l’indice global du chiffre d’affaires (ICA global), essentiellement porté par le commerce, les services et les industries BTP (MEF, 2013). Sur le plan de la stabilisation macroéconomique, la mission du Fonds monétaire international(FMI), lors de la cinquième revue du Programme économique et financier en Août 2013, a confirmé le respect par le Bénin des repères convenus par les deux parties. On note une augmentation du PIB en année 2014. Cela est dû à des mesures exceptionnelles prises par l’Etat béninois pour accroître la balance commerciale.

Malgré ces mesures prises le PIB en 2015 a baissé cela est dû à des problèmes conjoncturels. La balance commerciale est fortement par le PIB. La balance commerciale est déficitaire de 2006 à 2015. Cela est dû à une faible exportation de noix de cajou, de l'ananas et du sucre brut de canne à sucre. **Eu égard de tout ce qui précède, l'hypothèse1 est confirmée.**

## **SECTION 2: Synthèse, validation et recommandations**

Cette présentation retrace la synthèse des résultats et la validation des hypothèses d'une part. D'autre part, elle présente quelques recommandations aux politiques économiques.

### **PARAGRAPHE 1 : Synthèse de résultats et validation des hypothèses**

Les importations ont augmenté de 2,8 Mds€ soit un taux de 52,4% en 2013 contre 4,78 M€ soit un taux de 30,5% pour les exportations. La hausse des importations s'explique pour l'essentiel par l'évolution des importations de céréales (riz) réexportées vers le Nigéria, et par l'explosion des importations de matériel de navigation maritime, induites par les recherches pétrolières. En glissement annuel, les importations ont progressé de 291,92 milliards FCFA. La valeur cumulée des importations sur l'année 2013 qui est ressortie 1.313,95 milliards FCFA en 2013 contre 1.022,03 milliards FCFA en 2012, soit une hausse de 28,6%. Au total, en 2014 les importations béninoises s'établissent à 1 761 196,7 millions de francs CFA contre un total de 1.446.100,3 millions de francs CFA en 2013 soit une augmentation de 21,8%. Cette croissance soutenue des importations est imputable aux produits alimentaires comme la noix de cajou, l'ananas et la canne sucre. Ces produits alimentaires ont fortement alourdi les dépenses d'importations, surtout l'ananas dont le maximum a été atteint en 2014 avec 8932 FCFA pour une quantité correspondante de 500KG; la noix de cajou connaît un accroissement continu en valeur de 2014 à 2015. Le sucre aussi affecte considérablement les avoirs extérieurs béninois avec 28298508 de FCFA pour une quantité de 165807KG. Les taux de couverture des importations par les exportations les plus faibles ont été respectivement de 2,2% en 2014 et 11,7% en 2015. La dégradation de la balance commerciale peut aussi s'expliquer, par la croissance soutenue de nos importations d'une part, et les fluctuations des exportations d'autre part. Les importations en valeurs des produits canne à sucre, ananas et noix de cajou ont suivi un mouvement ascendant jusqu'en 2015, année à partir de laquelle on a noté une baisse de 9.2% ; alors que les exportations ont connu une évolution en dents de scie de 2006 à 2015. Les importations ont connu une hausse en valeur de plus de 80% en 2014 relativement à 2015. La structure des importations est telle que la tendance à la baisse, à moyen terme, reste très limitée. Toutefois, c'est au niveau des produits alimentaires qu'il convient d'accentuer les efforts notamment par le biais de la production intérieure et du

consommer local. En effet les produits noix de cajou, ananas et canne à sucre, compte tenu de leurs implications quant aux impératifs de développement du pays, ne paraissent pas compressibles. **Au regard de tout ce qui précède ; nous concluons que l'hypothèse 1 est confirmée.**

Aussi, le PIB du Bénin est fortement lié au taux d'exportation de noix de cajou, de l'ananas et du sucre brut de canne à sucre. En effet, l'économie béninoise est reposée sur la commercialisation des dits produits. Ainsi, de ce qui précède une forte exportation des produits engendre une croissance économique soutenue. **Eu égard de ces analyses, l'hypothèse 2 est confirmée.**

### **Paragraphe 2: proposition pour encourager l'exportation de noix de cajou, de l'ananas et du sucre brut de canne a sucre.**

La bonne santé de l'économie béninoise est liée à la forte commercialisation des produits : noix de cajou, ananas et sucre brut de canne à sucre. A cet effet :

- Il faut organiser la filière comme le coton ;
- Investir dans la recherche et développement pour augmenter la productivité à l'hectare de la noix de cajou, d'ananas et du sucre brut à sucre ;
- Utiliser les engrais spécifiques pour l'ananas afin d'éviter le risque de pollution et contamination de notre ananas.

Enfin, pour une base de croissance solide, il faut :

- Encourager l'importation des biens d'équipement et d'industrie pour améliorer la production agricole voire la transformation des excédents agricoles;
- Diminuer l'importation des biens consommables et encourager la consommation locale.

## **CONCLUSION**

L'économie du Bénin repose fondamentalement sur l'exportation des produits : noix de cajou, ananas et sucre brut de canne à sucre. La période d'étude considérée a montré que la balance commerciale (exportations- importations) du Bénin est déficitaire. Cela s'explique par la faible exportation des dits produits. Eu égard à ces constats, l'économie béninoise est influencée par la commercialisation de ces produits.

Cependant, nous notons une forte corrélation entre le PIB et l'exportation de noix de cajou, de l'ananas et du sucre brut de canne à sucre. C'est ce qui justifie les résultats que nous avons obtenu à la suite de notre recherche sur les trois produits. C'est pourquoi les graphes

représentés sont en dents de scie. Ce qui en témoigne les statistiques disponibles pour la filière ananas, la filière canne à sucre et la filière noix de cajou. La dernière filière rapporte 116063096836FCFA, beaucoup plus que des devises des trois filières étudiées. Des efforts doivent être fournis par le service des statistiques du MAEP pour modifier cette situation afin que les statistiques de l'exportation ne manquent pas sur les filières notamment les filières prometteuses comme noix de cajou. Les exportations des filières anacarde, ananas et canne à sucre ont subi des augmentations en dent de scie sur la période de 2006 à 2015. Cette situation est corollaire à la volonté manifeste des acteurs de chaque filière. Mais il demeure évident que des efforts devront être consentis par les pouvoirs politiques et les acteurs impliqués dans chaque filière, pour un avenir rayonnant des filières d'exportation du Bénin. Mais ce n'est pas une raison pour que l'exportation des dits produits soit prise comme une panacée.

### **References bibliographiques**

Asiedu, E. (2002) "On the Determinants of Foreign Direct Investment to Developing Countries: Is Africa Different?" *World Development*, Vol.30, n° 1, pp. 107-119.

Banque de France, Rapport annuel sur la balance des paiements et la position extérieure de la France, annuel, Paris.

Banque mondiale (2005), « le système éducatif béninois : Performance et espaces d'amélioration pour la politique éducative », Série Développement Humain de la Région d'Afrique ; document de travail, Page 82.

CNUCED (2008). Rapport sur l'investissement dans le monde, 2008 ''  
croissance et de solidarité, 1998, 1999, 2000.

Demate E. (2006), Investissement direct étranger et croissance économique au Bénin, Mémoire de fin de formation R Premier cycle ENEAM, Université d'Abomey- Calavi, République du Bénin.

Dunning (1973) cite dans Yabi (2004).

Dunning, J.H (1993), Multinational Enterprises and the Global Economy, Addison-Wesley.

FMI (2000), Manuel de la balance des paiements, 5ème édition.

Hess, R. (2000).'' Constraints of Foreign Direct Investment.'' In C.Jenkins, J. Leape and L.Thomas (eds), Gaining from Trade in Southern Africa: Complementary Policies to Underpin the SADC Free Trade, Area, Macmilan/ Commonwealth Secretariat.

INSAE : Comptes Nationaux 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014 et 2015.

International concernant le Secteur de la Santé, avril 2000.

juin 1998.

Ministère d'Etat Chargé de la Coordination de l'Action Gouvernementale, du Plan,  
Ministère de la Santé publique / Direction de la Programmation et de la Prospective  
Ministère des Finances et de l'Economie / Caisse Autonome d'Amortissement :

Ministère des Finances et de l'Economie / Direction des Affaires Economiques :

Ministère des Finances et de l'Economie / FMI : Document Cadre de Politique

Ministère des Finances et de l'Economie : Pacte de convergence, de stabilité, de

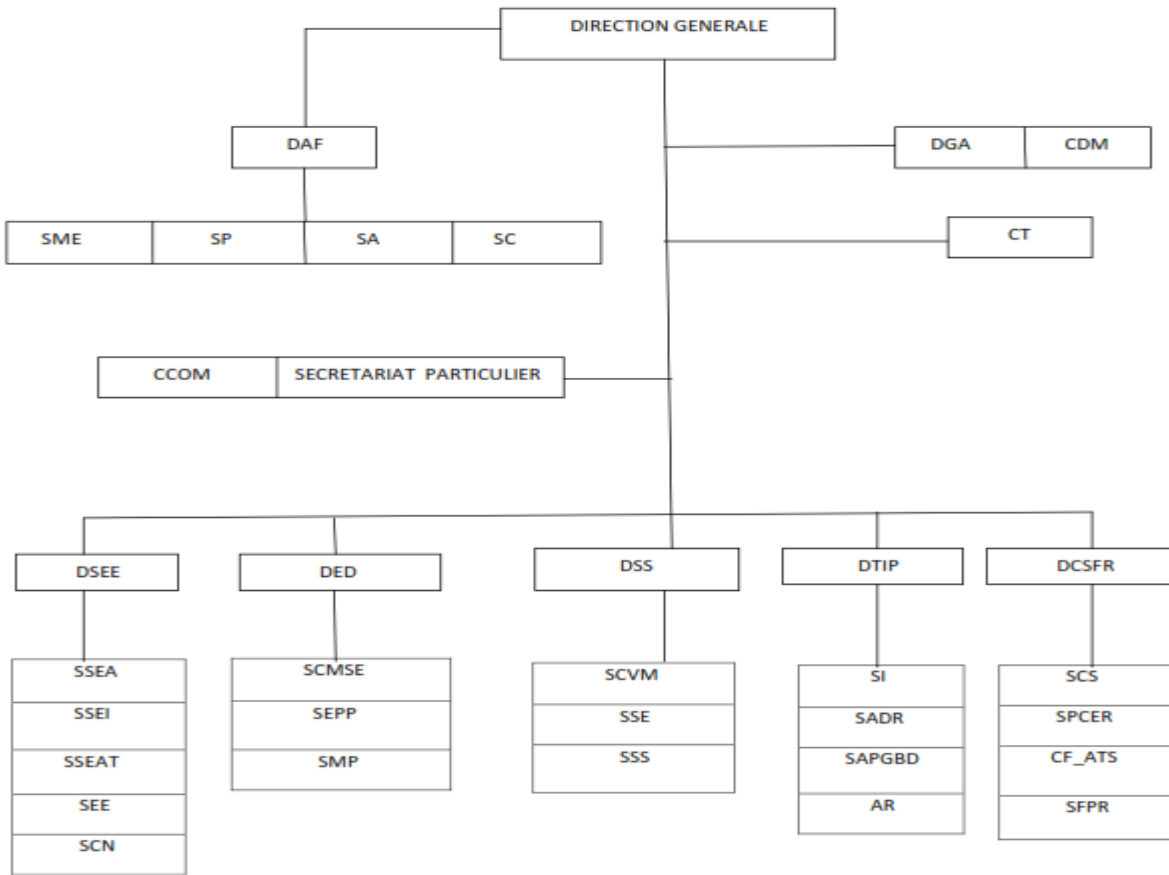
Ministère du Plan, de la Restructuration Economique et de la Promotion de

Ministère du Plan, de la Restructuration Economique et de la Promotion de

Noukpo, D. et H. Fotie (2003). « Les déterminants des investissements directs étrangers en Afrique Subsaharienne. » Ecole Nationale Supérieure de Statistique et d'Economie Appliquée (ENSEA).

Statistiques des finances Publiques, FINANSTAT, juillet 2000.

**Annexe**  
**Organigramme de l'INSE**



## TABLE DES MATIERES

AVERTISSEMENT.....	ii
DEDICACE.....	iii
REMERCIEMENT.....	v
LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES.....	vi
SOMMAIRE.....	viii
LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES.....	ix
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I : Cadre institutionnelle de l'étude.....	3
SECTION 1 : Présentation de l'INSAE et déroulement de stage.....	3
Paragraphe 1 : Historique et activités de L'INSAE.....	3
A-Historique.....	3
B-Activités.....	3
Paragraphe 2 : Déroulement du stage.....	4
A- Travaux effectués.....	4
B- Difficultés rencontrées.....	4
SECTION 2 : Structure organisationnelle de l'INSAE.....	4
Paragraphe 1 : Organigramme de l'INSAE.....	4
1-Le Conseil d'Administration.....	4
2-Le Comité de Direction.....	4
3-La Direction Générale.....	5
3-1 La Direction des Statistiques et Etudes Economiques (DSEE).....	5
3.1.1-Le service des Statistiques et Etudes de l'Agriculture (SSEA).....	5
3.1.2-Le Service des Statistiques et Etudes de l'Industrie (SSEI).....	6
3.1.3-Le Service des Statistiques et Etudes des Activités Tertiaires (SSET).....	6
3.1.4-Le Service des Echanges Extérieurs (SEE).....	7
3.1.5-Le Service des Comptes Nationaux (SCN).....	7
3-2 La Direction des Etudes Démographiques (DED).....	7
3-3La Direction des Statistiques Sociales (DSS).....	8
3-4 La Direction du Traitement de l'Information et des Publications (DTIP).....	8
3-5 La Direction de la Coordination Statistique, de la Formation et de la Recherche (DCSFR).....	8
Paragraphe 2 : Rôle du service des échanges extérieurs.....	9
CHAPITREII : Cadre théorique et méthodologique de l'effet du commerce sur la croissance.....	10
SECTION 1: Problématique, objectifs et hypothèses de l'étude.....	10
Paragraphe 1 : Problématique et intérêt de l'étude.....	10
I- Problématique de l'étude.....	10
II-Intérêt de l'étude.....	12
Paragraphe 2 : Objectifs et hypothèses de l'étude.....	12
A- Objectifs.....	12
1-Objectif général.....	13

2-Objectifs spécifiques .....	13
B-Hypothèses .....	13
SECTION 2 : Revue de littérature et méthodologie utilisée .....	13
PARAGRAPHE 1 : Revue de littérature de l'étude.....	13
1-Clarification des concepts .....	13
2-Fondements théorique de l'étude.....	14
2.1-Revue théorique du commerce international .....	14
2.2- Revue théorique des déterminants de croissance .....	15
3- Revue empirique sur le lien entre commerce et croissance.....	18
Paragraphe 2: Méthodologie de l'étude .....	19
A-Technique de collecte des données .....	19
1-La recherche documentaire .....	20
2-Entretiens.....	20
B-Technique d'analyse des données .....	20
CHAPITRE3 : Effet du commerce extérieur sur la croissance économique.....	21
SECTION1 : Analyse et interprétation des résultats.....	21
Paragraphe 1 : La présentation de l'évolution des produits exportés .....	21
Graphique1 : Evolution des exportations de la noix de cajou au cours de la période de 2006 à 2013. ....	21
Graphique 2 : Evolution des exportations de l'ananas au cours de la période de 2006 à 2015 .....	23
Graphique 3 : Dynamique des exportations de sucre de 2006 à 2015.....	24
Paragraphe2 : Balance commerciale et croissance du PIB .....	25
Tableau 1: Structure commerciale du Bénin .....	25
SECTION 2:Synthèse, validation et recommandations.....	27
PARAGRAPHE 1 : Synthèse de résultats et validation des hypothèses .....	27
Paragraphe 2:Proposition pour encourager l'exportation de noix de cajou, de l'ananas et du sucre brut de canne à sucre.....	28
CONCLUSION .....	28
Référencesbibliographiques .....	29
Annexe.....	i
TABLE DES MATIERES .....	ii